

date de dépôt : 11/07/2024
demandeur : BARELLI Anouk
pour : création de fenêtres de toit
adresse terrain : 474 route de Botesse
BOTESSE 74270 CLERMONT

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de CLERMONT

Le Maire de CLERMONT,

Vu la demande de déclaration préalable présentée le 11/07/2024 par BARELLI Anouk, demeurant 474 route de Botesse 74270 CLERMONT ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la création de fenêtres de toit ;
- sur un terrain situé 474 route de Botesse BOTESSE 74270 CLERMONT parcelles 0A-1641 ;
- pour une surface de plancher créée de 39 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme du Pays de Seyssel approuvé le 25/02/2020, mis à jour les 23/07/2020, 22/03/2021, 20/01/2023 et 23/06/2023 et modifié les 09/11/2021 et 14/03/2023 ;

Vu la carte des aléas naturels du dossier d'information préventive notifié par le préfet le 07/11/2011 ;

Vu la délibération n°70/2023 du Conseil Communautaire du 09/05/2023 approuvant l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)/Site Patrimonial Remarquable (SPR) de Clermont ;

Vu la délibération n°153/2021 du Conseil Communautaire du 12/10/2021 instaurant la déclaration préalable de clôture ;

Vu les pièces fournies en date du 10/09/2024 ;

Vu l'avis réputé favorable du gestionnaire du réseau public d'assainissement non collectif

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

A clermont le 26 septembre 2024,

Le maire, VERMELLE Christian



NOTA BENE : L'attention du maître d'ouvrage est attirée sur le fait que le terrain est concerné par le phénomène retrait-gonflement des argiles aléa faible.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.